Lettre de Joseph Retinger à Morgan Phillips (Londres, 10 mars 1948)

Légende: Le 10 mars 1948, Joseph Retinger, secrétaire général du Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne, adresse à Morgan Phillips, secrétaire du Parti travailliste britannique, une lettre dans laquelle il réfute toutes les critiques travaillistes à l'encontre du congrès de l'Europe à La Haye.

Source: Archives historiques de l'Union européenne, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP. ME Mouvement européen. Préparation du Congrès de l'Europe devant se tenir à La Haye du 07 au 10/05/1948, ME 1184.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_joseph_retinger_a_morgan_phillips_londres_10_mars_1948-fr-901b22e4-ff27-4372-b233-d2be1afe4936.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Projet d'une lettre rédigée par Joseph Retinger à l'intention de Morgan Phillips

Lors de notre conversation du 2 mars, vous avez eu la gentillesse de proposer que je vous envoie une lettre pour vous expliquer tous les problèmes liés au congrès de la Haye, afin que vous puissiez les soumettre au comité exécutif du parti travailliste à sa réunion du 15 mars.

J'ai déduit de notre conversation que les considérations qui incitaient l'exécutif du parti travailliste à dissuader ses membres d'assister au congrès de la Haye, étaient, tout d'abord, une objection à la méthode de sélection des délégués au congrès, deuxièmement, la crainte de voir soulever des questions controversées, susceptibles d'avoir un effet des plus nocifs sur l'opinion publique à ce moment crucial pour l'Europe, et, troisièmement, la crainte que le travail du congrès ne mette les différents gouvernements d'Europe occidentale dans l'embarras.

Vous avez également signalé qu'il y avait des objections à la présence de certaines personnalités britanniques au congrès.

J'ai eu l'impression qu'il y avait eu de votre part un malentendu quant à la méthode de sélection des participants britanniques au congrès, car vous aviez consulté un document constitué en fait de notes rédigées par M. Duncan Sandys (président de mon Comité international) et destinées aux membres du comité et non pas à un usage officiel. Ce malentendu me semble avoir été dissipé par la large diffusion du document officiellement reconnu expliquant exactement comment seraient choisis les représentants des différents pays d'Europe occidentale. Lors de l'adoption de cette méthode, mon comité a coopéré avec tous les organismes internationaux et nationaux qui forment le Comité de coordination en liaison avec certaines personnes qui ont été cooptées parce qu'elles sont des personnalités éminentes de la vie publique de leur pays.

En vous basant sur le projet de document privé en votre possession, vous avez suggéré que la méthode ne se distinguait pas de celle des communistes, mais après mon explication concernant l'approche officielle adoptée par le comité, vous conviendrez, j'en suis sûr, qu'elle ne saurait en aucun cas être qualifiée de communiste.

En ce qui concerne votre deuxième point, à savoir que des sujets controversés pourraient être soulevés durant les délibérations du congrès, je vous ai informé que trois sous-comités principaux avaient été formés pour les domaines généraux concernant les affaires politiques, économiques et sociales, les affaires culturelles et les affaires spirituelles. Ces sous-comités, qui réunissent des représentants de différents pays d'Europe, préparent actuellement des rapports qui seront distribués à tous les organismes participants, et on espère par cette méthode pouvoir parvenir à un accord général sur les principaux sujets qui seront abordés. J'ai souligné que la seule manière démocratique de mener le travail du congrès était de permettre une discussion libre sur les principaux problèmes que l'Europe occidentale affronte à l'heure actuelle. La suppression de cette discussion libre exposerait effectivement les organisateurs du congrès à des accusations de totalitarisme.

Ma réponse à votre troisième objection, à savoir que nous mettrions les gouvernements d'Europe occidentale dans l'embarras en organisant le congrès, a été de vous convaincre que nous avions fait tout notre possible pour informer les ministres des Affaires étrangères des différents gouvernements concernés des buts du congrès et de la méthode que nous nous proposions de suivre pour aboutir à des accords. Nous sommes très désireux de recevoir tous les conseils et toutes les critiques qu'ils pourraient nous adresser. Il va sans dire, bien sûr, que le comité doit se réserver le droit d'accepter ou de rejeter les conseils des gouvernements concernés et s'autoriser à critiquer leur attitude s'il le juge souhaitable.

Mon comité s'est efforcé d'obtenir le soutien de personnalités dirigeantes d'Europe occidentale pour le congrès, et il ne peut être influencé par l'adhésion de ces personnalités à un parti, une croyance ou des idées chevaleresques. Il souhaite simplement faire appel à ceux qui pourraient contribuer au mieux à l'idée de l'unité de l'Europe.

Mon comité est prêt à accueillir toute suggestion raisonnable que l'exécutif du parti travailliste pourrait

souhaiter lui soumettre en vue d'éviter une divergence de vues sur ces questions qui, au moins sur le continent, pourrait signifier une division entre la droite et la gauche de l'opinion publique, ce qui pourrait être mal compris par les États-Unis d'Amérique. Un tel malentendu, vous en conviendrez j'en suis sûr, pourrait même menacer l'aide matérielle et morale que nous espérons recevoir de nos amis américains.

Il devrait certainement être possible de parvenir à un compromis entre nos différents points de vue, même si une coalition des forces n'est pas possible. Ce compromis ne serait pas réalisé entre le socialisme et ce que vous avez appelé «les forces réactionnaires», mais entre les différents éléments démocratiques de l'Europe, quelle que soit leur étiquette politique. Tant que ces éléments fondent leurs activités sur des principes réellement démocratiques, il est absolument impératif à ce stade de parvenir à un compromis capable de tous les unir.